

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/358  
12 octobre 1999

(99-4298)

Conseil général

Original: anglais/  
français

## PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

### Position du Canada en matière de commerce et d'environnement pour le nouveau cycle des négociations de l'OMC

#### *Communication du Canada*

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 octobre 1999.

#### **Orientations générales**

Ainsi que le mentionne le préambule de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Canada estime que le développement durable est un objectif important de l'OMC.

Des politiques commerciales et environnementales qui se renforcent mutuellement sont essentielles afin de garantir que le nouveau cycle de négociations de l'OMC contribue à la réalisation de l'objectif du développement durable. Cependant, cette harmonisation des politiques et des règles ne peut survenir spontanément: elle exige de la consultation, de la coordination ainsi que la volonté de trouver des solutions novatrices à des problèmes difficiles. Nous devons faire en sorte que les politiques commerciales aillent dans le sens d'un développement durable et n'entravent pas la prise de mesures légitimes de protection et de préservation de l'environnement. Parallèlement, nous devons garantir que les politiques environnementales sont élaborées et mises en œuvre de manière à permettre la réalisation de cet objectif tout en restreignant le moins possible les activités commerciales.

Le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) de l'OMC étudie de façon continue les liens qui existent entre le commerce et la protection de l'environnement. Cette réflexion nous a beaucoup aidé à mieux comprendre les questions relatives aux deux sphères d'activités. Le CCE devrait poursuivre ses efforts dans cette voie. Il devrait également appliquer les connaissances acquises au cours de ses débats en jouant un rôle central en vue de la prise en compte des considérations d'ordre environnemental dans les négociations de l'OMC, sans pour autant tirer de conclusions ou négocier les enjeux. Il importe en outre que chaque groupe de négociation tienne compte des questions environnementales afin de garantir que les mesures de libéralisation du commerce respectent l'objectif de développement durable et en favorisent la réalisation (c'est-à-dire "mainstreaming").

Le succès des négociations du GATT et de l'OMC a sensibilisé le public aux liens qui existent entre les accords commerciaux multilatéraux et les intérêts nationaux. L'ouverture et la consultation sont des aspects fondamentaux de la politique commerciale et environnementale canadienne. Le

Canada et d'autres pays Membres de l'OMC participent actuellement à une vaste série de consultations nationales auprès des parties intéressées et sont en faveur de nouvelles initiatives de vulgarisation de la part de l'OMC. Une transparence accrue des activités de l'OMC, notamment une intensification des efforts de sensibilisation du Secrétariat, contribuera à maintenir et à renforcer l'appui du public à l'égard du système de commerce multilatéral. À cet égard, le Canada estime également qu'il incombe aux Membres de l'OMC de tenir les groupes d'intérêts de leur pays au courant de l'avancement des négociations et de leur permettre d'être consultés de manière convenable.

Le Canada s'est engagé à intégrer le développement durable à sa politique intérieure et étrangère. L'examen des effets environnementaux des politiques et des programmes - connu sous le nom d'Évaluation environnementale stratégique - est un puissant outil de prise de décisions favorisant le développement durable. Le Canada procédera à une telle évaluation en prévision du prochain cycle de négociations commerciales multilatérales de l'OMC. Nous croyons qu'il serait utile que les Membres qui évaluent le nouveau cycle sur le plan de l'environnement fassent connaître aux autres Membres de l'OMC leurs orientations et leurs conclusions. Cet échange permettrait de mettre en lumière les répercussions environnementales possibles, tant positives que négatives, des mesures envisagées au cours du nouveau cycle de négociations, sans mettre l'accent sur des pays en particulier. Cet échange aurait également comme avantage d'éviter aux différents pays de faire les mêmes démarches, ce qui permettrait d'optimiser l'utilisation de ressources limitées et de favoriser une meilleure coordination des politiques entre les ministères du commerce et de l'environnement, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement.

### **Enjeux politiques précis**

Le Canada souhaite la réalisation d'autres études pour clarifier les relations qui existent entre les règles de l'OMC et les mesures commerciales énoncées dans les Accords environnementaux multilatéraux (AEM). Jusqu'ici, aucune mesure des AEM n'a été contestée par les Membres de l'OMC, et la jurisprudence de l'OMC s'est considérablement accrue en la matière au cours des dernières années. Néanmoins, une zone grise persiste toujours sur le plan juridique, si bien qu'il serait prudent, tant pour des raisons environnementales que commerciales, de régler cette question. Une approche fondée sur "des principes et des critères" qui éclaircirait les règles actuelles de l'OMC, peut-être sous forme d'un énoncé d'interprétation ou d'une déclaration ministérielle, serait doublement utile; premièrement, aux groupes de travail de l'OMC chargés d'évaluer la légitimité des mesures commerciales des AEM et, deuxièmement, aux négociateurs d'AEM internationaux qui s'interrogent sur le caractère approprié de mesures commerciales dans des AEM particuliers.

Le Canada estime en outre qu'il pourrait être bon d'examiner, dans l'enceinte appropriée, la possibilité de renforcer les disciplines pertinentes en matière de commerce multilatéral, de manière à prendre en compte l'existence de plus en plus répandue de normes internationales volontaires fondées sur les cycles de vie. L'accent mis par le Canada sur l'éco-étiquetage, la certification et la normalisation est révélateur de la réalité et des préoccupations de nombreuses entreprises, dans de nombreux secteurs, comme cela est apparu dans les débats internationaux sur la manière dont ces questions influent sur les échanges commerciaux de toute une gamme de marchandises tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement.

Il est important de reconnaître que la libéralisation du commerce favorise la croissance économique tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. En effet, un meilleur accès aux marchés permet aux pays en voie de développement d'accroître leur richesse et, par le fait même, facilite l'adoption de politiques propices au développement économique, à l'expansion de l'équité sociale et à l'amélioration des mesures de protection de l'environnement. Au cours du prochain cycle de négociations de l'OMC, l'adoption de politiques de développement durable nécessitera forcément des efforts visant à mettre à profit les liens existant entre la libéralisation du commerce, le développement économique et la protection de l'environnement.

La détermination des liens entre la libéralisation du commerce et l'amélioration de la protection de l'environnement dans divers secteurs peut contribuer à réaliser le développement durable souhaité. Il a été démontré que le recours à grande échelle aux subventions commerciales dans le secteur agricole, plus particulièrement les subventions à l'exportation, et les effets de distorsion commerciale ainsi provoqués dans le secteur agricole avaient des conséquences négatives sur l'environnement. Dans le secteur de la pêche, les subventions qui entraînent une surcapacité et qui minent l'utilisation durable des ressources marines peuvent également causer des distorsions sur le commerce. Dans le secteur forestier, les distorsions commerciales causées par l'application de droits de douane plus élevés pour les produits comportant une valeur ajoutée limitent la capacité des pays exportateurs touchés d'aménager leurs forêts d'une manière propice au développement durable. Une libéralisation accrue du commerce des produits et des services liés à l'environnement accroîtrait également la capacité de tous les pays du monde de faire face à leurs problèmes environnementaux. Bref, dans les secteurs énumérés comme dans d'autres, la suppression ou la réduction des mesures à effet de distorsion commerciale peut mener à une meilleure protection de l'environnement.

---